

député de Stormont-Dundas (M. Lumley) et le député de Halifax (M. Stanfield) l'a souvent redit, lui aussi. Ce que j'ai constaté, ce sont des données renversantes malgré la croissance des régions métropolitaines de la région atlantique, et pour des raisons qu'il est inutile de préciser ici, mais surtout parce qu'elles doivent leur existence au gouvernement, une sorte d'Ottawa, et que le MEER est parti de ce principe. Je ne dis pas ici que le MEER n'ait rien fait. Mais comme le député de Halifax le faisait aussi remarquer, il y a environ deux ans, dans un banquet donné en son honneur à Dartmouth, l'un de nos gros problèmes à présent n'est pas seulement dû à la disparité qui existe entre l'ensemble de la région atlantique et la moyenne du reste du pays, mais également au décalage existant à l'intérieur des provinces de l'Atlantique elles-mêmes, entre les zones métropolitaines et les zones rurales ou isolées.

Les données de 1975 sont les plus récentes dont nous disposons et elles démontrent que le revenu moyen, lequel à ces fins signifie le revenu total, s'établit à \$7,862 à Sydney, ville qui, parmi 100 villes canadiennes, se situe au quatre-vingt-quatorzième rang. Halifax, où le revenu moyen était de \$9,273, occupe le trente-huitième rang, ce qui situe le revenu moyen à Halifax à environ 77 p. 100 de la moyenne canadienne et le revenu moyen à Sydney à 66 p. 100. Naturellement, les chiffres ne comprennent que des villes sélectionnées et excluent de grandes municipalités telles que ma propre ville de Glace Bay qui n'a que 24,000 habitants et New Waterford une ville minière de ma circonscription dont la population est de 10,000 habitants. Les derniers chiffres publiés lors du recensement de 1971—et qui ne sont pas disponibles dans celui de 1976—indiquaient que Sydney correspondait à 68 p. 100 de la moyenne nationale tandis que Glace Bay se situait à 64 p. 100 et New Waterford à 48 p. 100. Il y a de toute évidence un besoin criant d'emplois nouveaux dans ces secteurs miniers de ma circonscription au Cap-Breton et dans certaines parties d'autres circonscriptions telles que celles du député de Cape Breton-The Sydneys (M. Muir) dont la principale industrie est une usine sidérurgique. De nouveaux emplois sont également nécessaires dans la circonscription du député de Cape Breton-Highlands-Canso (M. MacEachen). Il y a un besoin urgent d'ouvrir de nouvelles mines de charbon. Les réserves de charbon sont déjà là et se situent dans les limites de ma circonscription, à Glace Bay et dans la région de New Waterford.

Nous ne devrions pas attendre 1979 ou jusqu'à ce que de nouvelles élections aient lieu pour que les gens dont j'ai parlé se réunissent, compte tenu des prédictions du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pour le milieu des années 1980. Ces personnes doivent se réunir et décider d'ouvrir deux nouvelles mines. Cela coûterait peut-être au gouvernement quelque 80 millions de dollars. Je reconnais que le gouvernement a déjà dépensé beaucoup d'argent dans ce domaine mais cet investissement garantirait la viabilité de ces exploitations. Il y aurait de nouvelles mines et la seule ancienne mine restante serait modernisée. Des centaines de millions de dollars seraient ainsi économisées, si je ne m'abuse, par rapport à ce qu'il en coûtera en importations de pétrole au cours des années à venir.

Une partie de ce charbon pourra être expédié vers les cimenteries du Québec qui en ont constitué le marché traditionnel durant les années 1950. Ceci serait un investissement rentable et non pas pour une partie seulement du pays. Ce ne

### *Impôt sur le revenu*

serait pas de l'argent dépensé en pure perte. Nous ne sommes plus dans les années 1950. Nous vivons dans les années 1970 et nous devons être prêts à affronter les années 1980, à moins que nos prévisions sur le prix du pétrole ne soient erronées—et il est difficile d'imaginer qu'il puisse en être ainsi—et à moins que tout le monde soit dans l'erreur au sujet des pénuries qui vont survenir.

Nous connaissons un énorme problème de chômage. Ces propositions pourraient avoir un effet positif au niveau du déficit de notre balance des paiements. Le Canada va avoir besoin d'aide. Si le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources voit juste, nous aurons un déficit de 2 milliards de dollars au chapitre des importations de pétrole ainsi qu'un déficit au niveau de nos importations de gaz et d'autres produits pétroliers d'ici à 1985.

● (2112)

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré la semaine dernière, et on a cité ses propos dans un récent éditorial, que nous faisons face à un danger dissimulé, dont nous ne voyons qu'une infime partie, comme la pointe de l'iceberg que le *Titanic* n'a pas vu. Le gouvernement s'en rend certes compte maintenant. Un dispositif quelconque pour s'occuper des questions d'énergie n'exigerait pas tellement de coordination au Canada.

Au lieu de verser des prestations d'assurance-chômage si élevées à certains endroits comme le Cap-Breton, ces fonds devraient servir à l'exploitation de deux nouvelles mines de charbon.

Le *Star* de Toronto, en date du samedi 29 octobre, cite les propos du premier ministre de la Nouvelle-Écosse. Je sais que les libéraux le croiront parce qu'il est libéral. Certains de ce côté-ci ne le croiront pas, mais il sait ce dont il parle. Voici ce passage:

Le premier ministre libéral de la Nouvelle-Écosse, Gerald Regan, reproche à Ottawa de n'avoir pas tenu ses promesses. Les propositions concernant l'exploitation d'une nouvelle mine de charbon en Nouvelle-Écosse sont empiétrées dans les chinoïseries administratives du gouvernement fédéral, a-t-il déclaré.

Voilà ce qui gêne la coordination. C'est inacceptable pour de nombreux chômeurs du Cap-Breton. Ce n'est guère à l'honneur de la politique énergétique de notre pays et de la coordination qui devrait exister entre les ministères de l'Expansion économique régionale, de l'Énergie, des Mines et des Ressources, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et le Conseil du Trésor fédéral.

Faut-il s'étonner que les néo-démocrates s'impatientent parce que le gouvernement consent de nouveaux dégrèvements d'impôt à des sociétés privées au moment où, loin de créer de l'emploi, on met à pied de plus en plus de travailleurs? C'est l'inverse qui devrait se produire. Il faudrait pratiquer plus de coupures pour stimuler l'économie et évaluer les priorités nationales. Il faudrait fixer les buts d'une stratégie à long terme dans les domaines de l'énergie, des transports, surtout des transports par rail, du logement et ainsi de suite, afin de relancer l'économie du pays. Alors, nous n'aurions pas lieu de nous inquiéter d'un groupe de séparatistes relativement minime, 25 ou 30 p. 100 de la population, parce qu'ils ne pourraient influencer les gens, ceux qui sont contents et qui ont de l'emploi, au point d'obtenir qu'ils se séparent de la confédération.

**M. Frank Maine (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et du ministre d'État chargé des Sciences et**